



NOTE DE SERVICE

DGA/SDDPRS/N2001-1084

Date : 09 MARS 2001

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION

SOUS DIRECTION DU DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL
ET DES RELATIONS SOCIALES

Bureau des affaires statutaires et réglementaires

Dossier suivi par Hervé GUICHON (statut)

☎ 01.49.55.41.52

✉ fax - 01.49.55.83.20

SOUS-DIRECTION DE LA GESTION DES
PERSONNELS

Bureau des filières techniques

Dossier suivi par Elisabeth GAUDION (Gestion)

☎ 01.49.55.47.56

✉ fax - 01.49.55.50.94

➔ **Date de mise en application : immédiate**

⌚ **Date limite de réponse : -**

📎 **Nombre d'annexes : 1**

Objet : Décision du 1^{er} mars 2001 relative au regroupement de catégories d'agents non titulaires du niveau des catégories B et C du ministère chargé de l'agriculture

Résumé : La décision du 1^{er} mars 2001 jointe en annexe procède à la création de deux catégories d'agents non titulaires de niveaux respectifs B et C, auxquelles ont vocation à accéder les agents du ministère de l'agriculture et de la pêche qui relèvent d'une des catégories mentionnées en annexe à ladite décision, et à la condition qu'ils en effectuent une demande en ce sens dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle intervient la présente diffusion. Cette décision procède également à la transposition des dispositions du protocole d'accord du 9 février 1990 sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations des trois fonctions publiques, à compter du 1^{er} janvier 1997 pour les agents de niveau C et du 1^{er} août 1997 pour les agents de niveau B.

Le Directeur général
de l'administration

Christian de Lavernée

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution :

- Administration centrale Diff.B
- Services déconcentrés
- Etablissements d'enseignement

Pour information :

- Syndicats

FICHE EXPLICATIVE

Résumé

La décision du 1^{er} mars 2001 jointe en annexe procède au regroupement de certaines catégories d'agents non titulaires de niveau B et C relevant du ministère de l'agriculture et de la pêche recrutés sur contrat à durée indéterminée. Elle institue, dans ce cadre, une 2^{ème} catégorie de niveau B comportant trois classes, alignée sur la grille du B type technique des fonctionnaires, et une 3^{ème} catégorie de niveau C comportant trois classes, positionnées respectivement sur les échelles E2, E3 et E4 de rémunération des fonctionnaires ; pour cette seconde catégorie, il est en outre tenu compte, à compter du 1^{er} mars 2001, des revalorisations intervenues en faveur des grilles de fonctionnaires homologues en application de l'accord salarial du 10 février 1998.

Ce nouveau cadre réglementaire permet aux personnels concernés de bénéficier d'une grille indiciaire améliorée et d'un déroulement de carrière rénové, à effet du 1^{er} janvier 1997 pour les agents de niveau C et du 1^{er} août 1997 pour les agents de niveau B. La gestion de ce regroupement s'accompagnera par ailleurs de la mise en place d'instances paritaires garantes d'une meilleure transparence.

L'accès aux nouvelles catégories est subordonné à une demande de l'agent, qui devra être établie conformément au modèle type joint en annexe.

Je vous serais obligé de bien vouloir diffuser la présente note, accompagnée d'une copie de la décision du 1^{er} mars 2001, à tous les agents concernés par ce regroupement, en leur rappelant le délai d'option qui leur est imparti : il leur appartient, dans un délai de deux mois à dater de la présente diffusion de faire connaître leur demande de principe. A réception de cette demande, leur sera adressée une proposition de reclassement qui leur permettra de se prononcer définitivement.

Dates d'effet :

1^{er} janvier 1997 (niveau C)

1^{er} août 1997 (niveau B)

Agents concernés et tableau de correspondance : voir l'annexe 1 de la décision du 1^{er} mars 2001

Nouvelles catégories d'emplois :

3^{ème} catégorie (niveau C) :

1^{ère} classe (IB 238 à 382, puis 259 à 382 à compter du 1^{er} mars 2001) ;

2^{ème} classe (IB 232 à 364, puis 251 à 364 à compter du 1^{er} mars 2001) ;

3^{ème} classe (IB 224 à 343, puis 245 à 343 à compter du 1^{er} mars 2001).

2^{ème} catégorie (niveau B) :

1^{ère} classe (IB 393 à 612)

2^{ème} classe (IB 359 à 579)

3^{ème} classe (IB 298 à 544)

Reclassement au 1^{er} janvier 1997 (niveau C) ou au 1^{er} août 1997 (niveau B) :

- dans la classe de la nouvelle catégorie d'emploi selon les dispositions du tableau de correspondance ;
- à un échelon comportant un indice égal ou à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu au 31 décembre 96 (niveau C) ou au 31 juillet 97 (niveau B) ;
- conservation de l'ancienneté d'échelon acquise dans le précédent emploi dans la limite de l'ancienneté moyenne exigée pour un avancement à l'échelon supérieur du nouvel emploi lorsque l'augmentation de traitement résultant de la nouvelle situation est inférieure à celle qu'aurait procuré un avancement d'échelon dans l'ancienne situation ;
- les dispositions transitoires garantissent aux agents le maintien du bénéfice des avancements d'échelon, de classe ou de catégorie intervenus dans leur situation d'origine entre la date d'effet de la décision du 1^{er} mars 2001 et la date d'expiration du délai d'acceptation du reclassement, en prévoyant la révision de leur classement à chaque modification de situation.

Délai d'option :

2 mois à dater de la présente diffusion

Délai de notification des propositions de reclassement :

5 mois à dater de la présente diffusion

Délai d'acceptation du reclassement

3 mois à dater de la notification des propositions de reclassement.

Les agents qui, ou bien n'auront pas effectué de demande d'intégration, ou bien auront refusé la proposition de reclassement, continueront d'être employés dans les conditions prévues à leur contrat.

REGROUPEMENT DES AGENTS NON TITULAIRES DE NIVEAUX B ET C

DEMANDE DE PROPOSITION DE RECLASSEMENT

Je soussigné (e)

NOM :

Prénom :

Nature de la catégorie ou type de contrat :

Service et adresse administrative :

Après avoir pris connaissance des dispositions du tableau de correspondance annexé à la décision du 1^{er} mars 2001, demande à recevoir une proposition de reclassement.

Fait à _____, le

Signature de l'agent,

NB : cette demande doit être retournée à l'adresse suivante :

Ministère de l'agriculture et de la pêche
Direction générale de l'administration
Sous-direction de la gestion des personnels
Bureau des filières techniques
A l'attention de Mme MAUDUIT
75349 Paris 07 SP

DECISION

relative au regroupement de catégories d'agents non titulaires du niveau des catégories B et C du ministère chargé de l'agriculture

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984,

DECIDENT :

Titre I

Dispositions générales

Article 1er - Les agents non titulaires du ministère chargé de l'agriculture, relevant d'une catégorie mentionnée en annexe I et recrutés sur la base d'un contrat à durée indéterminée, peuvent bénéficier, sur leur demande, des dispositions de la présente décision.

Ces agents sont intégrés, selon les modalités prévues en annexe I, dans l'une des deux catégories créées par la présente décision :

* la 2ème catégorie, qui compte les trois classes suivantes :

- une première classe comportant 8 échelons,
- une deuxième classe comportant 8 échelons,
- une troisième classe comportant 13 échelons ;

* la 3ème catégorie, qui compte les trois classes suivantes :

- une première classe comportant 11 échelons,
- une deuxième classe comportant 11 échelons,
- une troisième classe comportant 11 échelons.

Les échelonnements indiciaires de chacune de ces catégories et classes sont fixés en annexe II.

Article 2 - Il est institué, auprès du directeur général de l'administration, pour chacune des deux catégories créées à l'article 1er ci-dessus, une commission consultative paritaire des agents non titulaires relevant des dispositions de la présente décision. Ces commissions connaissent de l'ensemble des mesures individuelles, notamment celles relatives aux avancements de classe, aux réductions d'ancienneté, aux affectations et mutations, aux refus de travail à temps partiel, ainsi qu'aux sanctions disciplinaires.

Une décision du directeur général de l'administration fixe la composition, les règles de fonctionnement de ces commissions et les modalités de désignation des représentants du personnel.

Titre II

Dispositions relatives à l'avancement

Article 3 - Les avancements d'échelon et de classe interviennent dans les conditions précisées aux articles ci-dessous.

Article 4 - Dans chaque classe, l'avancement d'échelon a lieu de façon continue d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur. Il est fonction à la fois de l'ancienneté et de la valeur professionnelle de l'agent exprimée par une note annuelle.

La durée moyenne et la durée minimale du temps à passer dans chaque échelon sont fixées comme suit :

CATEGORIES CLASSES ET ECHELONS	DUREE	
	Moyenne	Minimale
2ème catégorie		
1ère classe		
7ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
6ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
5ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
4ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
3ème échelon	2 ans	1 an 6 mois
2ème échelon	2 ans	1 an 6 mois
1er échelon	1 an	1 an

CATEGORIES CLASSES ET ECHELONS	DUREE	
	Moyenne	Minimale
2ème classe		
7ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
6ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
5ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
4ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
3ème échelon	2 ans 6 mois	2 ans
2ème échelon	2 ans 6 mois	2 ans
1er échelon	2 ans	1 an 6 mois
3ème classe		
12ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
11ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
10ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
9ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
8ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
7ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
6ème échelon	2 ans	1 an 6 mois
5ème échelon	1 an 6 mois	1 an
4ème échelon	1 an 6 mois	1 an
3ème échelon	1 an 6 mois	1 an
2ème échelon	1 an 6 mois	1 an
1er échelon	1an	1 an
3ème Catégorie		
1ere classe, 2ème classe et 3ème classe:		
10ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
9ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
8ème échelon	4 ans	3 ans 6 mois
7ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
6ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
5ème échelon	3 ans	2 ans 6 mois
4ème échelon	2 ans	1 an 6 mois
3ème échelon	2 ans	1 an 6 mois
2ème échelon	2 ans	1 an 6 mois
1er échelon	1 an	1 an

Dans chaque catégorie et classe, seul un cinquième de l'effectif peut bénéficier d'un avancement sur la base de la durée minimale. Les agents ne bénéficiant pas d'un avancement minimal avancent sur la base de la durée moyenne du temps à passer dans l'échelon.

Article 5 - Des avancements de classe au sein de la 2ème catégorie créée à l'article 1er ci-dessus peuvent être prononcés dans les conditions suivantes :

I - Peuvent accéder à la 1ère classe, dans la limite des emplois vacants, les agents de 2ème classe inscrits à un tableau d'avancement établi après avis de la commission consultative paritaire compétente.

Pour être inscrits à ce tableau, les intéressés doivent avoir atteint le 2ème échelon de la 2ème classe, justifier de 12 ans de services effectifs en qualité d'agent contractuel du ministère chargé de l'agriculture ou des établissements publics placés sous sa tutelle.

II - Peuvent accéder à la 2ème classe, dans la limite des emplois vacants, les agents de 3ème classe inscrits à un tableau d'avancement établi après avis de la commission consultative paritaire compétente.

Pour être inscrits à ce tableau, les intéressés doivent avoir atteint le 5ème échelon de la 3ème classe et justifier de 12 ans de services effectifs en qualité de contractuel du ministère chargé de l'agriculture ou des établissements publics placés sous sa tutelle.

La durée de services effectifs exigée au présent article s'apprécie au 1er janvier de l'année au titre de laquelle doit intervenir la promotion.

Article 6 - Les agents promus en application des dispositions de l'article 5 ci-dessus sont classés dans leur nouvelle classe à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui antérieurement détenu.

Dans la limite de l'ancienneté moyenne exigée pour un avancement à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur précédente classe lorsque l'augmentation de traitement résultant de leur nouvelle situation est inférieure à celle que leur aurait procuré un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les agents nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur classe d'origine conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle que leur a procurée leur dernier avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Article 7 - Des avancements de classe au sein de la 3ème catégorie créée à l'article 1er ci-dessus peuvent être prononcés dans les conditions suivantes :

I - Peuvent accéder à la 1ère classe, dans la limite des emplois vacants, les agents de 2ème classe inscrits à un tableau d'avancement établi après avis de la commission consultative paritaire compétente.

Pour être inscrits à ce tableau, les intéressés doivent avoir atteint le 6ème échelon de leur classe et justifier de 12 ans de services effectifs en qualité de contractuel du ministère chargé de l'agriculture ou des établissements publics placés sous sa tutelle.

II - Peuvent accéder à la 2ème classe, dans la limite des emplois vacants, les agents de 3ème classe inscrits à un tableau d'avancement établi après avis de la commission consultative paritaire compétente.

Pour être inscrits à ce tableau, les intéressés doivent avoir atteint le 6ème échelon de leur classe et justifier de 12 ans de services effectifs en qualité de contractuel du ministère chargé de l'agriculture ou des établissements publics placés sous sa tutelle.

La durée de services effectifs exigée au présent article s'apprécie au 1er janvier de l'année au titre de laquelle doit intervenir la promotion.

Article 8 - Les agents promus en application des dispositions de l'article 7 ci-dessus sont classés dans leur nouvelle classe à l'échelon auquel ils étaient parvenus dans leur classe d'origine.

Dans la limite de l'ancienneté moyenne exigée pour un avancement à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur précédente situation.

Titre III

Dispositions transitoires et finales

Article 9 - Les agents contractuels mentionnés à l'article 1er ci-dessus doivent faire connaître par écrit au ministre chargé de l'agriculture leur intention de bénéficier des dispositions de la présente décision, dans les deux mois suivant sa diffusion.

Les agents qui auront manifesté cette intention recevront, avant l'expiration d'un délai de cinq mois suivant la diffusion de la présente décision, notification d'une proposition de classement établie conformément aux dispositions des articles 10, 11, 13 et 14 ci-dessous.

Ils disposeront d'un délai de trois mois, à compter de cette notification, pour accepter la proposition de classement. Cet accord, qui sera notifié par écrit au ministre chargé de l'agriculture, vaudra avenant au contrat initial dont la nature juridique ne sera pas modifiée.

Article 10 - Les agents contractuels qui auront demandé, dans le délai prévu au premier alinéa de l'article 9 ci-dessus, le bénéfice des dispositions de la présente décision, seront classés dans l'une des classes des catégories créées à l'article 1er ci-dessus conformément au tableau de correspondance figurant à l'annexe I.

A cet effet, deux échelons provisoires sont créés dans les 1ère et 2ème classes de la 2ème catégorie. Dans ces deux classes, la durée du temps nécessaire pour passer du 1er échelon provisoire au 2ème échelon provisoire et du 2ème échelon provisoire au premier échelon est fixée à deux ans.

Le classement prévu au premier alinéa du présent article s'effectue, dans chaque classe et catégorie, à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu dans leur situation précédente.

Dans la limite de l'ancienneté moyenne exigée pour un avancement à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédente situation, lorsque l'augmentation de traitement résultant de leur nouvelle situation est inférieure à celle que leur aurait procuré un avancement d'échelon dans leur ancienne situation. Dans la même limite, les agents ayant atteint le dernier échelon dans leur précédente situation conservent l'ancienneté d'échelon acquise lorsque l'augmentation de traitement résultant de leur nouvelle situation est inférieure à celle que leur avait procuré l'avancement audit échelon.

Article 11 - Nonobstant les dispositions de l'article 1er ci-dessus, deux échelons temporaires sont créés dans la 1ère classe de la 3ème catégorie. Les agents qui, antérieurement à leur reclassement dans la 1ère classe en application de l'article 1er de la présente décision, relevaient de la 3ème catégorie des agents contractuels niveau C d'administration centrale peuvent accéder au 1er échelon temporaire de la 1ère classe lorsqu'ils détiennent une ancienneté de 4 ans dans le 11ème échelon de cette classe.

La durée du temps nécessaire pour passer du premier échelon temporaire au deuxième échelon temporaire est fixée à quatre ans.

Article 12 - Les agents qui, antérieurement à leur reclassement dans la 2ème classe de la 2ème catégorie en application de l'article 1er de la présente décision, relevaient de contrats d'agent contractuel de l'Institut du cheval conservent, à titre personnel, le bénéfice des dispositions prévues à leur contrat individuel en matière de rémunération.

Article 13 – Les agents mentionnés aux articles 10 et 11 ci-dessus qui, entre les dates d'effet de la présente décision et la date d'expiration du délai prévu au troisième alinéa de l'article 9 ci-dessus, ont bénéficié d'avancements de classes, de catégories ou assimilés, en conservent le bénéfice. A cet effet, leur classement dans les catégories créées par la présente décision est révisé, dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus, à la date à laquelle est intervenue la modification de leur situation d'origine.

Leur situation est révisée dans les mêmes conditions chaque fois que, au cours de la période mentionnée à l'alinéa précédent, ils ont bénéficié, dans leur situation d'origine, d'un avancement d'échelon ayant eu pour effet de leur procurer un indice supérieur à celui qu'ils détiennent dans leur nouvelle situation.

Article 14 - Les agents qui, dans leur catégorie d'origine, détiennent un indice supérieur à l'indice terminal de leur classe d'intégration sont classés au dernier échelon de celle-ci en conservant à titre personnel le bénéfice de leur indice antérieur.

Article 15 - Le directeur général de l'administration au ministère de l'agriculture et de la pêche est chargé de l'exécution de la présente décision, qui prend effet au 1^{er} janvier 1997 en tant qu'elle concerne la troisième catégorie, et au 1^{er} août 1997 en tant qu'elle concerne la deuxième catégorie.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 2001

Le ministre de l'agriculture
et de la pêche,
pour le ministre et par délégation,
le directeur général de l'administration

Christian GALLIARD de LAVERNEE

Le ministre de la fonction publique et de la réforme
de l'Etat,
pour le ministre et par délégation,
par empêchement du directeur général de
l'administration et de la fonction publique et du
directeur, adjoint au directeur général,
Le sous-directeur

Yves CHEVALIER

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation
La directrice du budget
Par empêchement de la directrice du budget
La sous directrice

Françoise DELASALLES

ANNEXE I

Tableau de correspondance

SITUATION ANTERIEURE		SITUATION NOUVELLE
Catégories ou contrats	Indices bruts	
-Contrôleur technique des services de l'inspection du lait	306 - 579	2ème catégorie 1ère classe
- Agent administratif de laboratoire de recherches vétérinaires - 2ème catégorie D	305 - 579	
- Technicien contractuel de laboratoire de recherches vétérinaires - 2ème catégorie B	298 - 579	
- Agent contractuel niveau B d'administration centrale de 1ère catégorie	273 - 563	2ème catégorie 2ème classe
- Contrôleur chimiste 2ème degré des services techniques de l'inspection du lait	278 - 533	
- Agent contractuel des eaux et forêts : secrétaire administratif principal	329 - 563	
- Agent contractuel des services d'études et de prévisions porcines (SEPP) de 3ème catégorie	324 - 539	
- Agent contractuel de la statistique - catégorie B1	418 - 533	
- Contrats individuels (anciens agents de l'Institut du cheval)	513 - 597	

SITUATION ANTERIEURE		SITUATION NOUVELLE
Catégories ou contrats	Indices bruts	
- Agent contractuel niveau B d'administration centrale de 2ème catégorie	264 - 473	2ème catégorie 3ème classe
- Agent contractuel informatique d'administration centrale : pupitreur	323 - 473	
- Agent contractuel des services d'études de 4ème catégorie	416 - 497	
- Agent contractuel des services d'études de 3ème catégorie	324 - 418	
- Contrôleur technique adjoint des services techniques du lait	274 - 487	
- Contrôleur chimiste 1er degré des services techniques du lait	264 - 417	
- Agent administratif 4 B des services techniques du lait	274 - 466	
- Agent technique sanitaire contractuel des services vétérinaires	262 - 487	
- Agent technique de laboratoire contractuel	262 - 487	
- Agent contractuel du renforcement du remembrement : chef de mission	269 - 487	
- Agent contractuel de renforcement du remembrement : rédacteur	269 - 487	
- Agent contractuel des eaux et forêts : secrétaire administratif	274 - 434	

SITUATION ANTERIEURE		SITUATION NOUVELLE
Catégories ou contrats	Indices bruts	
- Agent contractuel groupe B des services des nouvelles du marché (SNM)	274 - 487	2ème catégorie 3ème classe (suite)
- Agent contractuel 2 ^{ème} catégorie du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité	264 - 487	
- Adjoint technique contractuel de la protection des végétaux	291 - 487	
- Conseiller agricole contractuel	291 - 487	
- Agent contractuel de la statistique - catégorie B2	274 - 474	
- Agent administratif de laboratoire de recherches vétérinaires - 3ème catégorie D	284 - 474	
- Agent contractuel du fonds social pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) - groupe B	274 - 487	
- Agent contractuel du génie rural - catégorie 2	250 - 463	
- Agent contractuel INRA - catégorie 3B	284 - 487	

SITUATION ANTERIEURE		SITUATION NOUVELLE
Catégories ou contrats	Indices bruts	
<ul style="list-style-type: none"> - Agent contractuel niveau C d'administration centrale : 3ème catégorie - Technicien contractuel de laboratoire de recherches vétérinaires : 4ème catégorie B - Agent administratif 5C des services techniques de l'inspection du lait - Agent contractuel INRA : catégorie 5B 	<p>214 - 374</p> <p>249 - 365</p> <p>249-365</p> <p>238 - 346</p>	<p>3ème catégorie 1ère classe</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Commis du renforcement du remembrement - Agent contractuel du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) : secrétaire, groupe C - Agent contractuel des services des nouvelles du marché (SNM) : secrétaire et employé qualifié - Agent contractuel INRA : catégorie 4D - Agent contractuel de la statistique 	<p>236 - 320</p> <p>236 - 320</p> <p>236 - 320</p> <p>235 - 320</p> <p>238 - 336</p>	<p>3ème catégorie 2ème classe</p>

SITUATION ANTERIEURE		SITUATION NOUVELLE
Catégories ou contrats	Indices bruts	
<ul style="list-style-type: none"> - Agent administratif 6C des services techniques de l'inspection du lait - Sténodactylographe du renforcement du remembrement : - Agent administratif de laboratoire de recherches vétérinaires : 5ème catégorie D - Agent contractuel du service d'études : 1ère catégorie - Agent contractuel du service d'études : 2ème catégorie - Agent contractuel de l'enseignement agricole : - agent spécialiste 1ère catégorie - agent spécialiste 2ème catégorie - agent spécialiste 3ème catégorie - agent non spécialiste 	<ul style="list-style-type: none"> 232 - 309 232 - 309 229 - 309 214 - 297 214-313 232 - 309 217 - 282 210 - 259 204 - 222 	<p>3ème catégorie 3ème classe</p>

ANNEXE II

Grilles indiciaires

2ème catégorie	
1ère classe	
Echelons	Indices bruts Au 1^{er} août 1997
8ème échelon	612
7ème échelon	581
6ème échelon	549
5ème échelon	518
4ème échelon	487
3ème échelon	457
2ème échelon	439
1er échelon	393
<i>2ème échelon provisoire</i>	362
<i>1er échelon provisoire</i>	325
2ème classe	
Echelons	Indices bruts Au 1^{er} août 1997
8ème échelon	579
7ème échelon	547
6ème échelon	516
5ème échelon	485
4ème échelon	456
3ème échelon	427
2ème échelon	389
1er échelon	359
<i>2ème échelon provisoire</i>	320
<i>1er échelon provisoire</i>	298
3ème classe	
Echelons	Indices bruts Au 1^{er} août 1997
13ème échelon	544
12ème échelon	510
11ème échelon	483
10ème échelon	450
9ème échelon	426
8ème échelon	397
7ème échelon	380
6ème échelon	362
5ème échelon	347
4ème échelon	336
3ème échelon	321
2ème échelon	309
1er échelon	298

3 ^{ème} catégorie		
1 ^{ère} classe		
Echelons	Indices bruts Au 1 ^{er} janvier 1997	Indices bruts A la date de signature de la présente décision
<i>2ème échelon temporaire</i>	427	427
<i>1er échelon temporaire</i>	396	396
11ème échelon	382	382
10ème échelon	374	374
9ème échelon	360	360
8ème échelon	345	345
7ème échelon	333	333
6ème échelon	318	320
5ème échelon	305	307
4ème échelon	290	294
3ème échelon	271	277
2ème échelon	257	268
1er échelon	238	259
2 ^{ème} classe		
Echelons	Indices bruts Au 1 ^{er} janvier 1997	Indices bruts A la date de signature de la présente décision
11ème échelon	364	364
10ème échelon	347	347
9ème échelon	333	333
8ème échelon	324	324
7ème échelon	311	311
6ème échelon	299	301
5ème échelon	287	290
4ème échelon	269	274
3ème échelon	257	263
2ème échelon	242	257
1er échelon	232	251
3 ^{ème} classe		
Echelons	Indices bruts Au 1 ^{er} janvier 1997	Indices bruts A la date de signature de la présente décision
11ème échelon	343	343
10ème échelon	321	321
9ème échelon	311	314
8ème échelon	302	303
7ème échelon	294	294
6ème échelon	287	289
5ème échelon	274	277
4ème échelon	263	267
3ème échelon	251	260
2ème échelon	241	253
1er échelon	224	245